

**SOCOTEC ANTILLES GUYANE**

Agence de GUYANE
128 Chemin Saint-Antoine
Route de Montabo
97321 CAYENNE
Tél. : 0594.30.12.12
Fax :

Mme. Siham DJADER
APIJ - AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

57-77 Immeuble Okabé
67 Avenue de Fontainebleau

94270 LE KREMLIN-BICETRE

Sécurité & protection de la santé

N/Réf : S9730/24/352

Affaire suivie par : Franck VOISIN

Tél. : 0594 30 12 12(B); 0694 23 69 29(M)
Courriel : franck.voisin@socotec.com

Dossier n° : 2401S9731000007 1000

Titre V - Travaux aménagement de l'attente gardée du Tribunal Judiciaire du Larivot/24-703

97351 MATOURY

A CAYENNE, le 23/05/2024

Madame,

Nous vous prions de trouver ci-joint le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé concernant le projet cité en référence à diffuser aux entreprises.

Ce document comporte l'indice de révision n° 0.

Nous vous en souhaitons bonne réception et restons à votre disposition pour tout renseignement utile.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Coordonnateur SPS
SOCOTEC ANTILLES GUYANE
Agence de Guyane
Route de Montabo - 128 Chemin Saint Antoine
B.P. 60029
97 321 CAYENNE Cedex

Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Titre V - Travaux aménagement de l'attente gardée
du Tribunal Judiciaire du Larivot/24-703

97351 MATOURY

**Plan Général de Coordination
en matière de Sécurité et de Protection de la Santé**
Mission CSPS : Catégorie 2



INDICE	DATE	MODIFICATIONS	RÉDACTION
0	23/05/2024	PGC du 23/05/2024	Franck VOISIN

Maître d'ouvrage	APIJ - AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE Tél. : 0188 28 88 21	57-77 Immeuble Okabé 67 Avenue de Fontainebleau 94270 LE KREMLIN-BICETRE
Maître d'oeuvre	Architecture AMARANTE Tél. : 0594 25 15 47 Fax : 0594 25 61 67	4 Rue Ilet Le Père 97354 REMIRE MONTJOLY
OPPBTP	OPPBTP Tél. : 0140 31 64 00 Fax : 0140 30 57 97	1 rue Heyrault 92660 BOULOGNE-BILLANCOURT
CARSAT ou CRAMIF	CGSS GUYANE Tél. : 0594 39 60 00 Fax : 0594 39 60 01	Espace Turenne Radamonthe Route de Raban CS 37015 97307 CAYENNE Cédex
Inspection du travail	DEETS Tél. : 0594 29 53 67 Fax : 0594 29 53 71	859 Rocade de Zéphir 97300 CAYENNE
COORDONNATEUR SPS	SOCOTEC ANTILLES GUYANE Agence de La GUYANE Tél. : 0594.30.12.12	128 Chemin Saint-Antoine Route de Montabo 97321 CAYENNE

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER	7
1.1. Liste des intervenants.....	7
1.2. Liste des lots.....	7
1.3. Elaboration du PGC.....	8
1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration	8
2. SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE	9
2.1. Activités à proximité du site.....	9
2.1.1. Le projet est mitoyen avec un site en activité	9
3. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION	10
3.1. Mesures d'organisation et de coordination	10
3.1.1. Planification	10
3.2. Plan d'installation de chantier.....	10
3.2.1. Projet de plan d'installation de chantier.....	10
3.3. Fermeture chantier	11
3.3.1. Clôture de chantier extérieure et signalisation	11
3.4. Identification des personnes autorisées.....	11
3.4.1. Identification du personnel	11
3.4.2. Visites de chantier par des tiers.	11
3.5. Circulations des véhicules	12
3.5.1. Accès des véhicules et stationnement	12
3.6. Circulations verticales des piétons	12
3.6.1. Tour d'escalier et escalier provisoire	12
3.7. Nettoyage et évacuation des déchets	12
3.7.1. Bennes à gravais et déchets	12
3.7.2. Nettoyage et évacuation des déchets	12
3.8. Mise en commun des moyens dans le cadre de l'organisation générale.....	13
3.8.1. Organisation des approvisionnements	13
3.8.2. Garde-corps provisoire en toiture.....	13
3.9. Mise en oeuvre des protections collectives	13
3.9.1. Protections en rives de planchers	13
3.10. Manutentions et approvisionnements.....	13
3.10.1. Moyens de levage propre à chaque lot	13
3.11. Stockage et entreposage	14
3.11.1. Zones de stockage des matériaux et matériels.....	14
3.12. Réseaux de distribution en énergie.....	14
3.12.1. Installations de distribution électrique	14
3.12.2. Vérification réglementaire de l'installation électrique	14
3.12.3. Entretien des installations électriques	14
3.12.4. Points d'eau et d'évacuation.....	15
3.13. Risques spécifiques	15

3.13.1.	Utilisation de produits dangereux ou à risques	15
3.13.2.	Prévention du risque incendie	15
4.	TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	16
4.1.	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés	16
4.1.1.	Risques de chute de hauteur	16
5.	MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES	17
5.1.	Travaux de fondations	17
5.1.1.	Terrassement de fondations.....	17
5.1.2.	Protection des armatures	17
5.2.	Travaux de charpente	17
5.2.1.	Montage et assemblage de la charpente	17
5.3.	Travaux de couverture métallique	17
5.3.1.	Garde-corps provisoires en toiture	17
5.4.	Echafaudages, Nacelles	18
5.4.1.	Echafaudage	18
5.4.2.	Servitude d'échafaudage	18
5.4.3.	Nacelles	18
5.5.	Travaux en façade	19
5.5.1.	Bardage bois	19
5.6.	Travaux de plâtrerie	19
5.6.1.	Approvisionnements des plaques de placo.....	19
5.6.2.	Limitation des poussières	19
5.7.	Travaux des lots techniques	19
5.7.1.	Incorporations.....	19
5.8.	Travaux en hauteur	20
5.8.1.	Interventions en plafonds	20
6.	MESURES GENERALES DE SALUBRITE	21
6.1.	VRD primaires	21
6.1.1.	Alimentations énergie, fluides et évacuation	21
6.2.	Installations de chantier - Cantonnements	21
6.2.1.	Modalités d'organisation	21
6.2.2.	Installations complémentaires	21
6.2.3.	Entretien des installations	22
7.	ORGANISATION DES SECOURS	23
7.1.	Moyens d'alerte	23
7.1.1.	Téléphone.....	23
7.1.2.	Consignes de sécurité	23
7.2.	Moyens de secours	23
7.2.1.	Sauveteurs secouristes du travail	23
7.2.2.	Matériel de secours	23
8.	MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS	24
8.1.	Diffusion des documents	24

8.1.1.	PGC	24
8.1.2.	PPSPS	24
8.2.	Concertation et information entre les entreprises	24
8.2.1.	Déclaration de sous-traitance	24
8.2.2.	Travailleurs indépendants et locatiers	24
8.2.3.	Présence de personnel étranger	25
8.3.	Coordonnateur SPS	25
8.3.1.	Rôle du Coordonnateur SPS	25
8.3.2.	Registre journal	25
9.	ANNEXES	26
9.1.	Fiche de l'OPPBTP "En Cas d'Accident"	26
9.2.	Trame de PPSPS	27
9.3.	Fiche "Installation Obligatoires sur les Chantiers du BTP"	38

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

La liste des entreprises titulaires de lots retenues par le Maître d'Ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lot, ainsi que leur effectif et leur nombre total, sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le Coordonnateur établissant le Plan Général de Coordination avant la nomination des entreprises, le présent article renvoie au chapitre 1 du Registre Journal où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement.

1.2. Liste des lots

N° - Lot attribué	Entreprise (Titulaire / Sous-traitant)	Adresse	Téléphone Télécopie Email
01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur			
02 - Charpente Bois, Couverture, Bardage bois, Gouttières			
03a - Menuiseries aluminium			
03b - Menuiseries bois, Deck			
04 - Electricité			
05 - Revêtements de sol, Plafonds, Murs et Cloisons intérieurs			
06 - Clôtures, Portillons sécurisés			

1.3. Elaboration du PGC

Dispositifs prévus	A la charge de
1.3.1. <i>Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration</i>	
Le plan général de coordination initial (indice 0) est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.	Maître d'Ouvrage

2. SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE

2.1. Activités à proximité du site

Dispositifs prévus	A la charge de
2.1.1. <i>Le projet est mitoyen avec un site en activité</i>	
Le site en activité devra être isolé du chantier(clôture ou protections particulières) pour empêcher tous risques de coactivité.	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur

3. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

3.1. Mesures d'organisation et de coordination

Dispositifs prévus	A la charge de
3.1.1. Planification	
<p>Le planning de réalisation, à établir au démarrage du chantier, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état ; les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés :</p> <p>En évitant les programmations simultanées dans une même zone,</p> <p>En organisant des interventions successives par zones</p> <p>En évitant les travaux superposés, sans mesures spécifiques</p> <p>Faciliter les interventions en terme de flux (matériel, matériaux), et de mutualisation des moyens.</p>	Maître d'Oeuvre

3.2. Plan d'installation de chantier

Dispositifs prévus	A la charge de
3.2.1. Projet de plan d'installation de chantier	
<p>En phase préparatoire, l'entreprise fournira son plan général d'installation de chantier à soumettre à l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.</p> <p>Sur ce plan figureront notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accès du chantier - La zone des cantonnements et bureaux de chantier - Les entrées du bâtiment (des bâtiments) - Les voies de circulation - Les zones de stationnement - Les zones de stockage - L'implantation de la ou des grue(s) de chantier - L'implantation des armoires de distribution électrique. - Les points d'eau 	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur

3.3. Fermeture chantier

Dispositifs prévus	A la charge de
3.3.1. Clôture de chantier extérieure et signalisation	
<p>La clôture est due par le lot 01. Elle sera installée au démarrage des travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant.</p> <p>La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur le domaine public.</p> <p>Les clôtures provisoires seront composées de panneaux grillagés de 2.00 m ht compris jambes de force, plots béton et connecteur.</p> <p>Des pancartes « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » et « PORT OBLIGATOIRE DES EPI » seront affichées sur le portail d'entrée et sur la clôture en périphérie du chantier.</p> <p>Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier.</p>	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur

3.4. Identification des personnes autorisées

Dispositifs prévus	A la charge de
3.4.1. Identification du personnel	
<p>Outre le fait que le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, (casques, vêtements, badges, ...), l'ensemble des salariés des entreprises présentes sur le site devront être titulaire de la carte d'identification du BTP en vigueur depuis le 01 octobre 2017 conformément au décret n° 2016-175 du 22 février 2016.</p> <p>La demande de la carte BTP (carte d'identification professionnelle) est à faire sur internet sur le site https://www.cartebtp.fr/</p> <p>Le titulaire de la Carte est tenu de la présenter sans délai à toute demande des agents de contrôle ou à la demande du Maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier.</p> <p>En cas de manquement aux obligations de déclaration par l'employeur, l'amende administrative prononcée peut atteindre 4 000 euros par salarié, et 8 000 euros en cas de récidive dans un délai d'un an, dans la limite de 500 000 euros.</p>	Tous Corps d'Etats
3.4.2. Visites de chantier par des tiers.	
<p>Les visites de chantier par des tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'Ouvrage après consultation du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.</p>	Maître d'Ouvrage

3.5. Circulations des véhicules

Dispositifs prévus	A la charge de
3.5.1. Accès des véhicules et stationnement	
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en oeuvre.	Tous Corps d'Etats
Tous les autres véhicules ; entreprises, transport et personnel, stationneront sur le domaine public.	Tous Corps d'Etats

3.6. Circulations verticales des piétons

Dispositifs prévus	A la charge de
3.6.1. Tour d'escalier et escalier provisoire	
En cas d'impossibilité ou de difficulté de mettre en place les volées d'escaliers définitifs à l'avancement de l'élévation, l'accès entre niveaux sera compensé par un escalier provisoire.	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur

3.7. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositifs prévus	A la charge de
3.7.1. Bennes à gravats et déchets	
La centralisation commune des déchets n'est pas prévue sur cette opération. Chaque entreprise doit l'évacuation des ses propres déchets vers les déchetteries agréées.	Tous Corps d'Etats
3.7.2. Nettoyage et évacuation des déchets	
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le Coordonnateur SPS pourra demander au Maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Tous Corps d'Etats

3.8. Mise en commun des moyens dans le cadre de l'organisation générale

Dispositifs prévus	A la charge de
3.8.1. Organisation des approvisionnements	
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Tous Corps d'Etats
3.8.2. Garde-corps provisoire en toiture	
La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, et comportant au moins une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps, une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur ou par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	02 - Charpente Bois, Couverture, Bardage bois, Gouttières

3.9. Mise en oeuvre des protections collectives

Dispositifs prévus	A la charge de
3.9.1. Protections en rives de planchers	
Les protections collectives devront être mises en place avant la pose de la charpente de façon à assurer la sécurité des travailleurs.	02 - Charpente Bois, Couverture, Bardage bois, Gouttières

3.10. Manutentions et approvisionnements

Dispositifs prévus	A la charge de
3.10.1. Moyens de levage propre à chaque lot	
Chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du Maître d'Oeuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS.	Tous Corps d'Etats

3.11. Stockage et entreposage

Dispositifs prévus	A la charge de
3.11.1. Zones de stockage des matériaux et matériels	
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	Tous Corps d'Etats

3.12. Réseaux de distribution en énergie

Dispositifs prévus	A la charge de
3.12.1. Installations de distribution électrique	
Le lot 01 doit l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique sur le réseau public EDF. Le tableau général doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur
Depuis le tableau général de chantier, la distribution intérieure de chaque bâtiment se fera par des coffrets sur pied équipés de blocs de PC. Ils seront installés sur chaque niveau et ne devront pas être distants de plus de 25.00 ml de tout point du bâtiment. Le cheminement des câbles d'alimentation sera privilégié en aérien pour limiter l'encombrement des circulations.	04 - Electricité
3.12.2. Vérification réglementaire de l'installation électrique	
Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 26 décembre 2011 (vérification initiale et périodique) Une copie des rapports sera transmise au Coordonnateur SPS et au Maître d'oeuvre.	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur 04 - Electricité
3.12.3. Entretien des installations électriques	
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises titulaires des Lots 01 et 04 sur leurs installations respectives.	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur 04 - Electricité

Dispositifs prévus	A la charge de
3.12.4. Points d'eau et d'évacuation	
L'entreprise titulaire du lot 01 assurera l'alimentation et l'évacuation des installations de chantier ainsi que les points d'eau extérieurs pour les bâtiments.	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur

3.13. Risques spécifiques

Dispositifs prévus	A la charge de
3.13.1. Utilisation de produits dangereux ou à risques	
<p>Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas.</p> <p>L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au Maître d'oeuvre et au Coordonnateur SPS pour prendre les mesures de prévention adaptées.</p> <p>L'entreprise doit fournir la fiche technique du produit employé ainsi que la fiche de sécurité éventuelle.</p> <p>Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit.</p>	Entreprise Concernée
3.13.2. Prévention du risque incendie	
<p>Aucuns gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés sur le chantier.</p> <p>Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un extincteur.</p> <p>A l'issue des travaux de soudure, une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, sera assurée pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier</p> <p>Les travaux par points chauds à réaliser à l'intérieur des locaux existant doit obligatoirement être signalés au Maître d'ouvrage pour arrêter les mesures de préventions éventuelles.</p>	Tous Corps d'Etats

4. TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

4.1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés

Dispositifs prévus	A la charge de
4.1.1. Risques de chute de hauteur	
<p>La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée :</p> <ul style="list-style-type: none">- Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :<ul style="list-style-type: none">• une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;• une main courante ;• une lisse intermédiaire à mi-hauteur;- Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	Tous Corps d'Etats

5. MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES

5.1. Travaux de fondations

Dispositifs prévus	A la charge de
5.1.1. Terrassement de fondations	
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage. Le coulage des bétons de fondations se fera à l'avancement.	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur
5.1.2. Protection des armatures	
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses.	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur

5.2. Travaux de charpente

Dispositifs prévus	A la charge de
5.2.1. Montage et assemblage de la charpente	
Les zones de montage ou reprise de la charpente devront être balisées avec interdiction à toutes personnes étrangères à l'entreprise de pénétrer dans la zone.	02 - Charpente Bois, Couverture, Bardage bois, Gouttières
Les assemblages en hauteur se feront à partir de nacelles ou d'échafaudages de pied selon la nature du sol d'intervention	02 - Charpente Bois, Couverture, Bardage bois, Gouttières

5.3. Travaux de couverture métallique

Dispositifs prévus	A la charge de
5.3.1. Garde-corps provisoires en toiture	
Le lot Couverture à en charge l'installation de ses garde-corps périphériques et filets de sous face. L'accès en toiture par les façades doit se faire par une tour escalier. Son emplacement se fera à l'écart des entrées des bâtiments, des circulations et des réseaux enterrés à réaliser. Cette installation doit rester en place jusqu'à la fin des travaux de couverture.	02 - Charpente Bois, Couverture, Bardage bois, Gouttières

Dispositifs prévus	A la charge de
Par temps de vent fort l'entreprise doit prévoir l'arrêt du travail et s'assurer du bon arrimage des pièces stockées et en cours de pose. Hors de sa présence sur le chantier, les bacs de toiture non posés doivent toujours être arrimés pour éviter le risque de leur envol à tout moment sur le site.	02 - Charpente Bois, Couverture, Bardage bois, Gouttières
Les chutes d'emballages et de matériaux de couverture ne seront descendus en sacs à l'avancement des travaux.	02 - Charpente Bois, Couverture, Bardage bois, Gouttières

5.4. Echafaudages, Nacelles

Dispositifs prévus	A la charge de
5.4.1. Echafaudage	
Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées dans la zone de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chute de matériel.	Tous Corps d'Etats
5.4.2. Servitude d'échafaudage	
Un procès-verbal de réception sera établi et signé par l'installateur de l'échafaudage de pied à « Utilisation partagée » et chaque entreprise utilisatrice avant mise à disposition de l'échafaudage.	Entreprise Concernée
5.4.3. Nacelles	
L'entreprise utilisatrice devra s'assurer que les conditions climatiques permettent de travailler en toute sécurité (orage, vents violents, gel, températures extrêmes, ...)	Entreprise Concernée
L'utilisation de nacelle ne doit être confiée qu'à des agents qualifiés, c'est-à-dire formés et disposant d'une autorisation de conduite. Elle est établie et délivrée au travailleur, par l'employeur, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier.	Entreprise Concernée

5.5. Travaux en façade

Dispositifs prévus	A la charge de
5.5.1. Bardage bois	
Les travaux de façade seront exécutés depuis un échafaudage de pied.	02 - Charpente Bois, Couverture, Bardage bois, Gouttières

5.6. Travaux de plâtrerie

Dispositifs prévus	A la charge de
5.6.1. Approvisionnements des plaques de placo	
L'entreprise prévoira les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements.	05 - Revêtements de sol, Plafonds, Murs et Cloisons intérieurs
5.6.2. Limitation des poussières	
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	05 - Revêtements de sol, Plafonds, Murs et Cloisons intérieurs

5.7. Travaux des lots techniques

Dispositifs prévus	A la charge de
5.7.1. Incorporations	
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande de l'entreprise titulaire du lot 05.	Lots techniques

5.8. Travaux en hauteur

Dispositifs prévus	A la charge de
5.8.1. Interventions en plafonds	
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des ponts roulants et plates-formes individuelles. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	04 – Electricité 05 - Revêtements de sol, Plafonds, Murs et Cloisons intérieurs

6. MESURES GENERALES DE SALUBRITE

6.1. VRD primaires

Dispositifs prévus	A la charge de
6.1.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation	
<p>Tous les réseaux doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.</p> <p>Les installations sanitaires doivent pouvoir être raccordées à l'égout. En cas d'impossibilité, une fosse septique à vidanger sera installée, l'accès pour le camion pompe sera prévu.</p>	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur

6.2. Installations de chantier - Cantonnements

Dispositifs prévus	A la charge de
6.2.1. Modalités d'organisation	
<p>Les installations collectives de chantier comprenant : sanitaires, vestiaires et réfectoire, sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01 pour toute la durée du chantier.</p> <p>Les installations comprennent un bungalow séparé pour les réunions de chantier organisées par le Maître d'oeuvre.</p> <p>L'alimentation et le branchement électrique pour toutes les installations dans la base vie sont assurés par l'entreprise titulaire du lot 01.</p> <p>Les installations sont mises en place au démarrage du chantier sur la plate-forme de la base vie. Elles seront prévues pour accueillir, si besoin, du personnel féminin.</p> <p>Ces installations devront s'adapter en permanence à l'effectif du chantier.</p>	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur
6.2.2. Installations complémentaires	
<p>Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion préparatoire de leurs besoins pour l'organisation de la base vie.</p>	Entreprise Concernée

6.2.3. Entretien des installations	
<p>L'entreprise titulaire du lot 01 assurera, dès le début du chantier et pour toute sa durée, le nettoyage quotidien des WC, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau du chantier.</p> <p>Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).</p>	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur
L'entretien des installations complémentaires est à la charge des entreprises concernées.	Entreprise Concernée

7. ORGANISATION DES SECOURS

7.1. Moyens d'alerte

Dispositifs prévus	A la charge de
7.1.1. Téléphone	
Les numéros de téléphones d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	01 - Containers métalliques, Serrurerie, Escalier extérieur
Au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'Etats
7.1.2. Consignes de sécurité	
Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS. Les entreprises préciseront si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes. En cas d'accident : <ul style="list-style-type: none"> - Les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CGSS, l'Inspection du travail (DEETS), l'OPPBTP et le Coordonnateur SPS. 	Tous Corps d'Etats
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le Maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Maître d'Ouvrage

7.2. Moyens de secours

Dispositifs prévus	A la charge de
7.2.1. Sauveteurs secouristes du travail	
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'Etats
7.2.2. Matériel de secours	
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'Etats

8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

8.1. Diffusion des documents

Dispositifs prévus	A la charge de
8.1.1. PGC	
Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs.	Maître d'Ouvrage
8.1.2. PPSPS	
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.	Tous Corps d'Etats

8.2. Concertation et information entre les entreprises

Dispositifs prévus	A la charge de
8.2.1. Déclaration de sous-traitance	
Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le Coordonnateur SPS de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.	Tous Corps d'Etats
8.2.2. Travailleurs indépendants et locatiers	
Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	Tous Corps d'Etats
Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.	Tous Corps d'Etats

8.2.3. Présence de personnel étranger	
En cas de présence de personnel étranger ne parlant pas ou parlant mal le français : personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.	Entreprise Concernée

8.3. Coordonnateur SPS

Dispositifs prévus	A la charge de
8.3.1. Rôle du Coordonnateur SPS	
Le Coordonnateur SPS ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.	Tous Corps d'Etats
8.3.2. Registre journal	
Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).	Coordonnateur SPS

9. ANNEXES

9.1. Fiche de l'OPPBTP "En Cas d'Accident"



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18	112	15
Pompiers	Centre d'appels secours	Samu

et dites...

- 1 Ici chantier**
À (commune ou arrondissement)
N° Rue
en face de
Téléphone
- 2 Précisez la nature de l'accident...**
(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)
... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)
... et s'il y a nécessité de dégagement.
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**
Par exemple : trois ouvriers blessés dont un soigne et un ne parle pas.
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**
Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...
- 5 Fixez un point de rendez-vous** et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message.** Ne raccrochez jamais le premier.

SALVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



9.2. Trame de PPSPS

PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.)

(A rédiger par l'entreprise après avoir pris connaissance de la loi, du PGC,
et effectué obligatoirement la visite préalable d'inspection commune)

(Code du Travail art. R 4532-64 et 65)

Maître de l'Ouvrage :

Lot :

Opération :

L'entreprise titulaire représentée par
M.....
(cachet, date, signature)

L'entreprise sous-traitante représentée par
M.....
(cachet, date, signature)

Le présent document doit être adressé au Coordonnateur SPS, avant le début des travaux, par chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes appelées à intervenir sur le chantier. Les entreprises sous-traitantes s'entendent, pour celles qui réalisent des travaux, mais également celles qui fournissent des prestations de services (type location horaire de matériel avec chauffeur de plus de 24 heures, montage de grue, montage d'échafaudage, nettoyage des locaux avant réception). Il devra être approuvé par le coordonnateur SPS pour validation.

Les entreprises encourent une responsabilité pénale (articles L 4741-1, L 4741-2, L 4741-9, L 4742-1 et L 4744-6) au regard du code du travail, elles sont tenus au titre de l'article L 4744-5, de remettre leur P.P.S.P.S. sous peine de sanction.

NOTA :

***Le présent document n'est qu'une proposition de trame de P.P.S.P.S.
Il n'engage pas la responsabilité de l'organisme ayant fourni cette trame.***

RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ENTREPRISE

A – NOM ET ADRESSE DE L'ENTREPRISE :

Forme Juridique :
 Raison sociale :
 Adresse :
 R.C. (R.M.) : N° SIRET :
 N Téléphone : N° Fax :
 E-mail :

B – NOM ET ADRESSE DU SOUS-TRAITANT DESIGNÉ :

Forme Juridique :
 Raison sociale :
 Adresse :
 R.C. (R.M.) : N° SIRET :
 N Téléphone : N° Fax :
 E-mail :

C – PERIODE D'INTERVENTION ET EVOLUTION PREVISIBLE DE L'EFFECTIF SUR LE CHANTIER :

	Entreprise Titulaire	Entreprise Sous-traitante	Total
<u>Période d'intervention</u> * Date de démarrage * Durée prévisible			
<u>Effectif</u> * Moyen * En pointe			

D – CORRESPONDANT DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER ENVERS LE CSPA :

	Entreprise Titulaire	Entreprise Sous-traitante
Responsable suivi de Travaux		

E – HORAIRES DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER :

	Entreprise Titulaire	Entreprise Sous-traitante
Matin		
Après Midi		

Nota : tout changement d'horaire devra faire l'objet d'une information au Coordonnateur SPS

SECOURS ET EVACUATION

HYGIENE DES CONDITIONS DE TRAVAIL - LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL

A – SECOURS ET EVACUATION

1 – Consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades,

A ce titre, l'entreprise indique ici les consignes qu'elle donne à son personnel

.....

.....

Forme de consignes :

Périodicités des consignes :

.....

L'entreprise indique les moyens mis à disposition du personnel pour prévenir les secours

.....

.....

2 – Travailleurs du chantier ayant reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours

Brevet de Sauveteur Secouriste du Travail **OBLIGATOIRE** (Voir P.G.C.)

Nombre :

Nom – Prénom	Qualification	Date Brevet	Date Recyclage

3 – Matériel médical (armoire à pharmacie, trousse médicale, ...)

Type :

Situation physique sur le chantier :

Contenu :

.....

.....

.....

Date d'acquisition ou de renouvellement :

4 – Mesures prises pour assurer le transport vers un établissement hospitalier de victime d'accident semblant présenter des lésions graves

.....

.....

B – HYGIENE DES CONDITION DE TRAVAIL – LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL

Application des articles R 4534-137 à 145 du Code du travail (décret n°65-48 du 8 janvier 1965 abrogé)

Locaux vestiaires :

Articles R 4534-139 et R 4534-145 du Code du travail

Nombre :

Surface :

Locaux restauration :

Article R 4534-142 du Code du Travail

Nombre :

Surface :

Nota : dans le cas où le personnel ne dispose pas de locaux de restauration sur le site, préciser les dispositions prises :

.....

.....

Locaux sanitaire :

Article R 4534-144 et R 4534-145 du Code du Travail

Nombre de locaux	Nombre d'équipements	Nombre maximal d'utilisateur	Implantation sur le site
	WC :		
	Douche :		
	Lavabos :		

Date de mise en service des installations :

SECURITE DURING L'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux nécessitent-ils ?

- L'utilisation d'engins : ☐ Oui ☐ Non
- L'exécution des travaux en hauteur : ☐ Oui ☐ Non
- L'exécution en atmosphère confinée : ☐ Oui ☐ Non
- L'emploi de substances ou de produits nocifs : ☐ Oui ☐ Non
- L'emploi de substances ou de produits inflammables : ☐ Oui ☐ Non
- L'utilisation de matériels électriques : ☐ Oui ☐ Non
- L'utilisation de matériels pneumatiques : ☐ Oui ☐ Non
- L'utilisation des sources ionisantes : ☐ Oui ☐ Non
- L'utilisation de lasers : ☐ Oui ☐ Non

A - PROTECTION INCENDIE

Types d'extincteur	Implantation sur le chantier	Date d'acquisition ou de contrôle

B – CONFORMITE MATERIELS ET ENGIN

Les entreprises joindront les certificats de contrôle à leur P.P.S.P.S.

Type de matériels, engins ou véhicules utilisés	Références n°	Date d'acquisition ou de contrôle

C – HABILITATIONS

Habilitations conduite d'engins (nom du salarié)	Type d'engin	Date d'habilitation

Habilitations électriques (nom du salarié)	Type d'habilitation	Date d'habilitation

Autres habilitations (nom du salarié)	Type d'habilitation	Date d'habilitation

Les équipes appelées à intervenir sur le chantier ont été averties des risques liés à l'environnement et des mesures de préventions à mettre en œuvre ?

☐ Oui☐ Non**Date :****Personne ayant communiqué l'information :**



RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INTERVENTION DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER

LE P.G.C. A-T-IL ETE CONSULTE ?

☐ Oui☐ Non

PAR QUI ?

LA VISITE D'INSPECTION COMMUNE A-T-ELLE ETE EFFECTUEE ?

☐ Oui☐ Non

PAR OUI ?

Veuillez décrire sommairement ci-après les différents phasages et l'organisation prévue pour votre intervention :

This image shows a full page of white paper with horizontal dotted lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page, providing a guide for handwriting practice. There are no margins, text, or other markings on the page.

PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Application des articles R 4534-1 à 156 du Code du travail
(Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 abrogé)

A – RISQUES PROPRES :

(Risques générés par votre activité sur votre propre personnel)

Description précise des travaux	Moyens utilisés	Risques	Moyens de prévention

PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Application des articles R 4534-1 à 156 du Code du travail
(Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 abrogé)

B – RISQUES EXPORTEES :

(Risques générés par votre activité sur le chantier ou au personnel d'autres entreprises travaillant à proximité)

Description précise des travaux	Moyens utilisés	Risques	Moyens de prévention

PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Application des articles R 4534-1 à 156 du Code du travail
(Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 abrogé)

C – RISQUES IMPORTES :

(Risques générés par le chantier ou par l'activité d'autres entreprises)

Description précise des travaux	Moyens utilisés	Risques	Moyens de prévention

9.3. Fiche "Installation Obligatoires sur les Chantiers du BTP"

INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire	<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de pateres si chantier exigé) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : - ininflammables - à double compartiment - munies de serrure ou cadenas
Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p><u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches	Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson	Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Éclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnables de l'extérieur - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire	<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs ou plus prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
1^{ers} Secours	Boite de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).